



## Covid-19: quel impact sur les opérations d'armement de la DGA ?

Actualités Nathan Gain 14 mai, 2020



Basé sur le Spy'Ranger, le drone SMDR a entamé des qualifications en vol fin avril (Crédits: Thales)

**En raison d'une activité industrielle fragilisée, 80% des jalons calendaires des opérations d'armement de la Direction générale de l'armement accusent désormais un décalage d'un à deux mois, annonçait récemment son directeur Joël Barre face à la commission Défense de l'Assemblée nationale. Un retard que la DGA, en concertation avec les industriels, se donne 18 mois pour résorber.**

La soudaineté de la crise sanitaire n'aura épargné aucun service du ministère des Armées. Du côté de la DGA, ce fonctionnement « en mode dégradé » s'est traduit dès la mi-mars par la mise en place d'un plan de continuité d'activité défini conjointement avec l'État-major des armées. Dans l'urgence, priorité a été donnée aux actions relatives à la dissuasion, aux OPEX et MISSINT, aux opérations relatives à la posture permanente de sécurité ainsi qu'au MCO. Si ces missions essentielles semblent s'être déroulées sans réelle anicroche, les opérations d'armement se sont quant à elles retrouvées sensiblement impactées par la baisse de l'activité industrielle résultante de l'adoption des mesures barrières. D'après Joël Barre, 80% des jalons présentaient en conséquence « *un décalage calendaire de l'ordre de 1 à 2 mois selon les opérations* ».

Un retour à la normale n'étant pas attendu avant fin juillet par les entreprises de défense, la DGA a immédiatement adopté un train de mesures pour éviter d'amplifier les délais et se prémunir d'une érosion du maillage industriel. Hormis l'accélération des paiements et la simplification de la liquidation, une prolongation des délais de livraison a été consentie pour tenir compte de la dégradation de la situation. Particulièrement vulnérables, les PME et ETI se sont vues proposer plusieurs leviers de soutien dédiés, tant centralisés que délocalisés dans les territoires. Ainsi, aux facilités de facturation et à l'ouverture d'un site web et d'une hotline ad-hoc est venu se superposer un dispositif de suivi rapproché faisant appel aux ressources régionales de la DGA. Opérationnel depuis début mai, ce dispositif s'articule sous la forme de visites d'entreprises dont la situation est critique afin d'identifier les difficultés auxquelles elles font face. Une remontée d'informations primordiale pour déterminer des solutions personnalisées supplémentaires.

Ces dispositions initiales doivent maintenant être complétées d'un plan de remontée progressive de l'activité, déterminé dans les premiers jours du mois de mai « *pour que nous puissions engager les concertations internes et les démarches nécessaires en étroite relation avec les organisations syndicales, dans le cadre du dialogue social* ». Cette seconde phase contiendra des dispositions particulières pour parvenir à rattraper la « dette » accumulée suivant les opérations en regard des volumes prévus par la Loi de programmation militaire. « *Nous avons pris des dispositions permettant de neutraliser dans nos contrats les retards consécutifs à la crise. Nous passerons les avenants nécessaires avec nos industriels pour adapter les échéanciers de livraisons* », explique le DGA. En

 

### Articles récents

- > « Ne nous privons pas d'un vecteur de relance plus réactif que les autres ! »
- > Covid-19: quel impact sur les opérations d'armement de la DGA ?
- > Belgique: enfin un clap de fin pour Vigilant Guardian ?
- > L'Italie reste dans la boucle pour la TF Takuba
- > Covid-19: du matériel médical livré à la Belgique par la NSPA

### Ministère des Armées

- > SÉRIE SPÉCIALE - Le ministère des Armées face au Covid-19
- > Contaminations sur le Charles de Gaulle : les enquêtes relèvent des « erreurs de commandement », mais pas de faute
- > Les conclusions des enquêtes sur la contamination de Covid-19 au sein du Groupe aéronaval
- > Audioconférence des ministres de la défense en format IEI sur le Covid-19
- > Reprise progressive de l'activité à l'école des fusiliers marins

### Archives

Choisir un mois

concertation avec les entreprises, il est maintenant envisagé de résorber ces retards d'ici la fin de l'année 2021. « *Par exemple, le retard pris en 2020 dans la livraison des véhicules Griffon, Jaguar et Serval à l'armée de terre sera rattrapé au plus tard fin 2021* », ajoute-t-il.

Derrière le développement et les livraisons de nouveaux matériels, c'est aussi la soutenabilité financière des entreprises de défense qu'il faudra assurer dans la durée. Un plan d'actions de suivi est à présent en cours d'élaboration pour maintenir à flot 1400 entreprises considérées comme critique pour la BITD. Dans le segment des PME-ETI, l'inquiétude est particulièrement palpable concernant les sociétés du domaine de l'aéronautique « *car la crise de l'aéronautique commerciale, majeure, aura inévitablement des conséquences sur le plan industriel* », note Joël Barre. En concertation avec le ministère de l'Économie, ce dernier n'exclut donc pas de pérenniser certaines mesures provisoires comme les facilités de paiement, « *car elles permettent des gains d'efficacité* ».

En interne, la DGA a pour l'instant été relativement épargnée par l'épidémie en comparaison à d'autres services, avec une quarantaine de cas probables ou confirmés sur 10 000 employés à la date du 29 avril. Seul un cas sérieux avait jusqu'alors nécessité une hospitalisation. Par ailleurs, près de 75% de ses salariés, dont une immense majorité placée en télétravail, ont pu maintenir un niveau d'activité nominal sans être coupés de leur hiérarchie. « *Nous avons doté l'ensemble de nos télétravailleurs des outils nécessaires pour la poursuite de leur activité, dans un mode non protégé ce qui est certes un handicap mais permet de maintenir le contact avec eux de manière aussi rapprochée que possible* », explique Joël Barre. Parmi les solutions avancées, le déploiement de près de 3350 clés 4G et la fourniture à 50% du personnel d'une adresse mail utilisable sur le réseau public pour faciliter les communications depuis le domicile.

Des choix qui semblent payants, la crise sanitaire n'ayant pas empêché le franchissement de quelques jalons importants depuis mars. Hormis la réception de véhicules VT4 et de VAB dotés d'une protection contre les IED « *urgence attendus* », les équipes de la DGA ont progressé dans les expérimentations relatives au Système de mini-drones de renseignement (SMDR). Basé sur le Spy'Ranger de Thales et destiné à remplacer les DRAC de l'armée de Terre, celui-ci a entamé une phase d'essais en vol le 28 avril sur le site DGA Techniques terrestres de Bourges.